

Résumé de la thèse soutenue par **Julian MISCHI** le 17 décembre 2002 à l'EHESS

**Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002).
Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire.**

Cette étude de sociologie politique comparative s'appuie sur une analyse de l'implantation du Parti Communiste Français (PCF) dans quatre sites socialement et politiquement diversifiés (bocage bourbonnais dans l'Allier, Pays-Haut lorrain en Meurthe-et-Moselle, bassin d'emploi de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique, agglomération grenobloise en Isère) et vise à comprendre la genèse et la crise du modèle partisan communiste. Elle associe une sociologie du travail organisationnel à une analyse des usages sociaux des institutions, et insiste sur l'historicité des objets sociaux par une continuelle contextualisation des observations.

La stratégie de recherche repose sur une enquête sociologique de terrain (réalisation de 130 entretiens semi-directifs, observation participante, élaboration de questionnaires) qui a nécessité une longue installation résidentielle dans les sites étudiés, ainsi que sur un travail historique d'archives avec la consultation de documents inédits internes à l'organisation communiste (fonds de l'Internationale Communiste, questionnaires biographiques). Dans l'objectif de contribuer à une sociologie historique des pratiques politiques en milieu populaire, ce travail adopte une grille de lecture pluridisciplinaire qui combine lecture sociologique des faits, démarche historique et questionnement anthropologique.

La première partie du travail décrit l'alchimie de la rencontre entre un milieu et une entreprise partisane. Produit historique d'une adaptation réciproque dont les deux partenaires font preuve, ce « précipité » mêlant demandes sociales et offre politique est déconstruit. L'observation des modalités locales d'ancrage de la culture politique dans les réseaux constitués et les groupes sociaux mais aussi les mémoires collectives témoignent à la fois du travail d'accommodation de l'institution au milieu et des logiques d'acculturation politique des terroirs investis. S'attacher à la structuration locale du PCF, c'est offrir une description fine des liens qui fondent une relation partisane, ramenée à ses logiques de fabrication et de reproduction. Contre la chosification du parti, risque objectiviste renforcé dans le cas de l'étude du PCF car la réification du Parti entre dans la stratégie de l'acteur et constitue un ressort essentiel de son déploiement populaire, il s'agit de comprendre l'identité partisane non comme la sécrétion endogène d'une organisation pré-constituée mais comme le produit de concurrences sociales. Le parti n'est pas réductible à des règles institutionnelles de fonctionnement mais est un amalgame politique de rencontres sociales, à la fois producteur d'identité et réceptacle d'investissements symboliques qui peuvent être contradictoires.

Cette constitution du parti dans ses interactions sociales ne peut s'observer qu'au niveau local, cadre où s'instaurent les échanges entre l'organisation politique et la population et où s'observe la diversité des liens qui font tenir ensemble un parti politique. L'échelle locale d'analyse permet de comprendre comment se construit et se vit la relation partisane en axant la focale sur les conditions de réception et d'appropriation d'une offre politique. En quoi les sympathisants et les militants s'approprient-ils la culture communiste pour y trouver des réponses à leurs demandes sociales et symboliques ? Quelles sont les dispositions sociales à la sensibilité communiste, à l'adhésion politique et à l'engagement partisan ? Les rapports sociaux à l'institution partisane sont en effet pluriels et renvoient à l'acquisition et à la mobilisation de différents types de ressources sociales ainsi qu'à une stratégie organisationnelle socialement ciblée.

Dans une seconde partie, nous interrogeons les processus d'homogénéisation du corps partisan qui, en dépit de l'hétérogénéité de l'adhésion au PCF, assurent l'unité du communisme. La consolidation sociale du parti communiste repose sur trois principes d'ordre organisationnel, symbolique et anthropologique.

La fétichisation du parti provient d'abord de l'activation partisane de différents canaux institutionnels. L'encadrement, la formation et la promotion des militants visent en particulier à inculquer et à contrôler cette culture partisane. La fabrique sociale d'un militant type selon des normes nationales homogénéisatrices est vérifiée par l'épreuve biographique. Les écarts sont sanctionnés par différentes mesures disciplinaires allant du blâme à l'exclusion, et doivent être reconnus par le fautif lui-même lors de séances d'autocritique. Le militantisme local est régi par des règles nationales définies par le centre, scandé par des rituels d'institution calqués sur le modèle parisien. Le centralisme démocratique est ainsi la technique par excellence d'unification des « milieux partisans » locaux, il est le garant de l'uniformité de la « contre-société » communiste. La domination du centre sur la périphérie, du Comité Central sur les fédérations s'exerce par des relations partisans verticales strictement codifiées selon le principe de la primauté de la structure supérieure, ainsi que par la formation d'une élite partisane locale sur le modèle national..

La deuxième dynamique constitutive de la cohésion partisane provient de technologies politiques d'ordre symbolique. La célébration des héros communistes (fusillés, licenciés, pionniers du mouvement ouvrier), des épisodes de l'histoire de France (Révolution Française, Résistance) et des pays socialistes, soude idéologiquement les rangs militants. Les commémorations renforcent l'unité de la communauté partisane et empêchent la constitution de groupements à l'identité singulière. La diffusion d'une culture commune assure l'harmonisation des segments locaux et sociaux de l'institution politique et permet un effacement de l'inscription régionale et professionnelle du communisme.

Troisième dimension de l'objectivation partisane, la fonction anthropologique de réassurance identitaire est le cœur du principe homogénéisateur du communisme. Par ses

actions de valorisation communautaire, de protection collective, il répond à une déstabilisation de groupes sociaux et locaux fragilisés, il leur apporte une stabilité identitaire qui n'est plus assurée par des conditions sociales et économiques d'existence. Le PCF est le vecteur politique, idéologique d'une permanence du sentiment communautaire lorsque les bases sociales de celui-ci s'effritent.

La dernière partie montre comment les processus d'homogénéisation partisane perdent progressivement leur efficacité sous l'impact d'une stratégie politique en porte à faux avec les populations visées, mais surtout de mouvements sociaux généraux destabilisant les classes populaires. Les communautés de travail et de vie favorables au communisme périclitent : elles sont détruites ou intégrés socialement et culturellement à la société de consommation.

La crise du PCF se manifeste au niveau de son implantation (tarissement de son audience électorale et de ses effectifs) mais également dans les formes du militantisme. L'encadrement partisan se fissure et l'unicité de la « contre-société » communiste est remise en cause. Les différents éléments du modèle partisan communiste (syndicalistes, élus, cadres locaux) se disloquent et que le rôle unificateur du parti devient inefficace.

La décomposition de l'entreprise de mobilisation communiste entraîne son alignement sur la scène politique française, sa banalisation partisane. L'institution politique se transforme pour perdre la spécificité de son rapport au territoire et aux milieux populaires : les activités militantes proprement dites deviennent secondaires, le parti tend à être au sommet une instance de représentation électorale et, à la base, l'organisateur d'une sociabilité de moins en moins politique.

Les fédérations sont désormais tenues par des techniciens du politique moins issus de milieux populaires que secrétés par l'institution elle-même. Le soubassement idéologique de ces transformations est une perte des pivots identificateurs du parti (centralisme démocratique, modèle soviétique, idée d'avant-garde révolutionnaire, rôle primordial de la classe ouvrière...) sans que d'autres référents alimentent le « nouveau communisme ». Peu intégrés au parti dont les technologies d'incorporation partisane ont perdu de leur efficacité, les nouveaux adhérents formulent ainsi des attentes idéologiques qui se heurtent à la réduction de l'offre institutionnelle de sens politique. Le PCF perd son label militant et, plus généralement, la singularité populaire de son modèle partisan qui le caractérisait au sein de la vie politique française.